

Audience publique du 11 juillet 2016

Recours formé par
Monsieur ...et consorts, ...,
contre un arrêté grand-ducal du 30 avril 2015,
en matière de changement de nom patronymique

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 36751 du rôle et déposée le 10 août 2015 au greffe du tribunal administratif par Maître Luc Schaack, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ...et de son épouse, Madame ..., agissant en leur qualité de représentants légaux de leur fille mineure commune, ..., les trois demeurant actuellement ensemble à L-..., tendant à la réformation, sinon à l'annulation d'un arrêté grand-ducal du 30 avril 2015 portant refus dans le chef de Madamede l'autorisation de changer son nom patronymique de «...» en « ... » ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 2 décembre 2015 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment l'arrêté grand-ducal déféré ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Assignon A. Akakpo, en remplacement de Maître Luc Schaack, et Madame le délégué du gouvernement Jacqueline Jacques en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 20 juin 2016.

Par courrier de leur conseil du 23 janvier 2014, Monsieur ...et son épouse, Madame ..., ci-après désignés par « les époux », agissant en leur qualité de représentants légaux de leur fille mineure commune, s'adressèrent au ministère de la Justice afin de solliciter l'autorisation de changer le nom patronymique de leur fille de «...» en « ... ».

Par avis respectifs des 17 mars et 21 mars 2014, le Procureur d'Etat et le Procureur général d'Etat se prononcèrent en défaveur du changement de nom patronymique sollicité par les époux pour le compte de leur fille. Le Conseil d'Etat émit le 18 novembre 2014 également un avis défavorable quant au changement de nom patronymique ainsi sollicité.

Suite à ces avis, la requête en changement de nom patronymique fut rejetée par arrêté grand-ducal du 30 avril 2015 transmis aux intéressés par un courrier du ministre de la Justice du 12 mai 2015. Cette décision est motivée comme suit :

« Vu la demande présentée le 23 janvier 2014 par Maître Luc SCHAACK, avocat à la Cour, sollicitant, au nom de Madame ... et Monsieur, l'autorisation de changer le nom patronymique actuel de leur enfant mineur ..., née le ... à ..., de nationalité luxembourgeoise et demeurant à L-..., en celui de « ... » ;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms, telle que modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms ;

Vu les avis négatifs rendus par le Procureur d'État de Luxembourg le 17 mars 2014 et par le Procureur général d'État le 21 mars 2014 ;

Vu l'avis négatif rendu par le Conseil d'État en date du 18 novembre 2014 ;

Considérant que les requérants exposent par leur mandataire que leur fille ... porterait « avec un sentiment de honte le nom de «...» en raison du passé de son père, que celle-ci souffrirait « d'un manque de relation père-fille » et qu'elle ferait l'objet de « moqueries et préjugés de ses camarades de classes » ;

Considérant que le principe de la fixité du nom patronymique constitue une règle d'ordre public et social ;

Considérant qu'un changement de nom patronymique ne peut être autorisé qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes ;

Considérant que les requérants ne versent aucune pièce en vue d'étayer leurs griefs qui restent à l'état de pures allégations ;

Considérant que les requérants continuent de résider à la même adresse, ensemble avec leur fille ... ;

Considérant que les motifs avancés ne constituent pas des circonstances exceptionnelles, de nature à justifier une dérogation au principe de la pérennité du nom patronymique ;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons :

Art. 1^{er}. - L'autorisation sollicitée est refusée.

Art. 2. - Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté. »

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 10 août 2015, Monsieur ...et son épouse, Madame ..., agissant en leur qualité de représentants légaux de leur fille mineure communeont fait introduire un recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation de l'arrêté grand-ducal du 30 avril 2015, leur notifié par courrier du 12 mai 2015, portant refus de la demande de changement du nom patronymique de leur fille.

Aucune disposition de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms, telle que modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms, ci-après désignée par « la loi modifiée du 11-12 germinal an XI » ne prévoyant de recours de pleine juridiction contre une décision de refus de changement de nom patronymique, seul un recours en annulation a pu être introduit contre la décision sous examen. Le tribunal n'est dès lors pas compétent pour connaître du recours en réformation introduit à titre principal.

Le recours subsidiaire en annulation est quant à lui recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de leur recours, les demandeurs font valoir que l'arrêté grand-ducal déféré serait à annuler pour cause d'erreur manifeste d'appréciation. En effet, tout en admettant qu'un changement de nom patronymique, dont l'immutabilité constituerait une règle d'ordre public et social, ne serait autorisable qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes, les demandeurs estiment que les circonstances qui auraient poussé leur fille ... à solliciter le changement de son nom patronymique relèveraient d'une gravité exceptionnelle.

Ainsi, depuis sa naissance, aucun sentiment d'appartenance familiale avec la lignée paternelle «...» n'aurait jamais pu se créer, ni avec son père, ni avec ses grands-parents paternels qui n'auraient jamais souhaité établir de lien avec leur petite-fille.

A cela s'ajouterait qu'outre le fait que, dès sa naissance, son père se serait totalement désintéressé de sa fille, en privilégiant les sorties et son amusement personnel à l'éducation de sa fille, celle-ci aurait également dû subir le comportement désobligeant et choquant de son père, ce qui aurait gravement nui à son développement psychique. Ainsi, en rentrant un soir en état d'ébriété au domicile familial, Monsieur...aurait, sous les yeux de sa fille, alors âgée seulement de 6 ans, porté un coup de pied fatal à l'animal de compagnie de celle-ci.

Les demandeurs expliquent encore qu'en raison des répercussions négatives du comportement de son père sur sa fille, celle-ci porterait son nom patronymique avec un sentiment de honte et de malaise vis-à-vis de son entourage. A cela s'ajouterait que le comportement marginal de son père serait de notoriété publique dans leur commune de résidence et dans les alentours, ce qui aurait conduit leur fille à toujours dissimuler son nom de famille en prétendant s'appeler « ... », par peur que la mauvaise réputation de son père n'ait des répercussions sur elle.

Outre que le père de ... serait principalement connu par les habitants de la commune de Clemency pour ses excès, il aurait également des antécédents judiciaires conséquents et bien connus de son entourage, puisqu'à l'âge de 19 ans, il aurait été condamné à une peine de réclusion criminelle de 14 ans. Depuis qu'il aurait purgé sa peine en date du 5 avril 1996, Monsieur...aurait systématiquement continué à susciter de nombreuses rumeurs dans son entourage. Il se serait d'ailleurs non seulement fait remarquer lors d'une intervention policière forcée en date du 7 juillet 2007 lorsqu'il aurait dû être calmé en pleine nuit alors qu'il aurait été en état d'ébriété et blessé à la tête, mais il aurait également été arrêté à de nombreuses reprises pour des délits commis en état d'ébriété. La réputation de son père aurait dès lors affecté sa fille dès son plus jeune âge.

Les demandeurs estiment par conséquent que le comportement de Monsieur...expliquerait à suffisance les raisons pour lesquelles leur fille, qui serait désormais en âge pour en comprendre l'étendue et les conséquences, n'ait jamais éprouvé de sentiment envers celui-ci, alors même qu'ils vivent sous le même toit. Monsieur...serait d'ailleurs conscient des répercussions négatives de son comportement sur sa fille, ce qui expliquerait son soutien à la demande de changement de nom patronymique de celle-ci.

En ce qui concerne le reproche de l'autorité ministérielle suivant lequel ils ne verseraient aucune pièce à l'appui de leur demande, les demandeurs font valoir qu'il leur serait matériellement impossible de verser des pièces prouvant le manque d'affinité entre un père et sa fille, tout comme il ne serait pas aisé de certifier la mauvaise réputation de Monsieur...et d'en documenter les répercussions sur sa fille, ni le sentiment de honte qu'éprouverait leur fille à porter le nom de «...».

Finalement, les demandeurs insistent sur le fait que, dans la mesure où leur fille serait mineure et qu'elle fréquenterait toujours le lycée, il ne lui serait pas possible de quitter le domicile familial où elle vit avec ses deux parents.

Les demandeurs en concluent que l'arrêté litigieux serait à annuler alors que ce serait à tort que l'autorité de décision aurait considéré que les motifs à la base de la demande de changement patronymique ne constitueraient pas des circonstances exceptionnelles de nature à justifier une dérogation au principe de la fixité du nom patronymique.

En deuxième lieu, les demandeurs sollicitent l'annulation de l'arrêté grand-ducal sous analyse pour être entaché d'un vice de forme, au motif que ce serait à tort que les avis négatifs du Procureur général d'Etat, du Procureur d'Etat et du Conseil d'Etat, auxquels il est fait référence dans l'arrêté litigieux, n'auraient pas été joints au courrier du 12 mai 2015 par le biais duquel ils se sont vus notifier la décision de refus. L'arrêté grand-ducal litigieux encourrait dès lors l'annulation pour absence de motivation suffisante, les demandeurs estimant ne pas avoir eu connaissance de l'ensemble des motifs réels à la base de la décision de refus au moment où le délai de recours contentieux aurait commencé à courir.

A cela s'ajouterait qu'indépendamment de la nécessité de communiquer les avis ensemble avec l'arrêté grand-ducal litigieux en raison du renvoi explicite y contenu, la notification spontanée des avis des organes consultatifs consultés, respectivement leur notification conjointe à l'arrêté grand-ducal se serait encore imposée pour des motifs fondamentaux de transparence administrative.

Les demandeurs se réfèrent à cet égard plus particulièrement à la doctrine en matière de contentieux administratif qui estimerait, à raison, que la jurisprudence actuelle, en ce qu'elle admet que les avis recueillis ne doivent être communiqués aux administrés que lorsqu'une disposition légale ou réglementaire institue une telle obligation expressément ou lorsque l'administration se réfère à l'avis dans sa décision finale, serait trop restrictive eu égard aux articles 11 et 12 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes, ci-après désigné par « le règlement grand-ducal du 8 juin 1979 », prévoyant le droit pour l'administré d'accéder au dossier administratif le concernant et à l'article 10, paragraphe 1^{er}, de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (CEDH) portant sur le droit de recevoir des informations.

Il s'agirait dès lors d'une atteinte patente aux principes du respect des droits de la défense et de l'égalité des armes, les demandeurs étant en effet obligés d'effectuer la démarche de demander le dossier administratif pour avoir accès à ces avis consultatifs alors même que la décision refusant de faire droit à leur demande reposerait sur ceux-ci. Le grief qu'ils auraient subi de ce chef consisterait dans la circonstance que le délai de recours avait déjà commencé à courir alors même qu'ils n'auraient pas disposé de ces avis, de sorte qu'ils auraient disposé de fait d'un délai inférieur à trois mois pour préparer leur recours, tout en dépendant totalement de la diligence de l'administration qui pourrait transmettre discrétionnairement le dossier administratif dans un délai plus ou moins rapide pendant le délai de recours.

Le délégué du gouvernement conclut quant à lui au rejet du recours sous analyse pour n'être fondé en aucun de ses moyens.

Dans la mesure où l'examen de la légalité externe de la décision déferée doit précéder celui de sa légalité interne, il appartient en premier lieu au tribunal de trancher le moyen tiré de la prétendue absence de motivation suffisante de l'arrêté grand-ducal déferé tirée du défaut de communication conjointe audit arrêté des avis du Procureur général d'Etat, du Procureur d'Etat et du Conseil d'Etat auxquels il est référé et de la prétendue violation y consécutive de leurs droits de la défense et du principe de l'égalité des armes.

Le tribunal est tout d'abord amené à relever que les avis des organes consultatifs visés à l'article 4 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 sont destinés à éclairer l'autorité de décision par rapport à laquelle précisément l'organe figure comme étant consultatif. Ni le règlement grand-ducal du 8 juin 1979, ni aucun autre texte légal ne formulent, ni en règle générale, ni dans la présente matière en particulier, l'obligation de communiquer spontanément ces avis à la partie demanderesse ou aux parties intéressées. L'administré a toutefois le droit de demander et d'obtenir, dans les limites y déterminées, la communication des pièces du dossier conformément aux dispositions des articles 11 et 13 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979, laquelle démarche présuppose son initiative afférente¹.

A cet égard, il est, d'un côté, constant en cause que les demandeurs n'ont jamais demandé à se voir communiquer les avis actuellement litigieux pendant la phase précontentieuse. D'un autre côté, lesdits avis font partie intégrante du dossier administratif déposé par la partie étatique, conformément à l'exigence posée à l'article 8, alinéa (5), de la loi du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, ci-après désignée par « la loi du 21 juin 1999 », ensemble avec son mémoire en réponse et transmis aux demandeurs par la voie du greffe en date du 2 décembre 2015.

Les demandeurs ne sauraient dès lors valablement invoquer une violation de l'obligation de transparence incombant à l'autorité de décision, de même qu'aucun grief affectant la validité de la décision critiquée ne peut être dégagé de la communication, en instance contentieuse ainsi opérée, de l'avis des organismes consultatifs en question. A cela s'ajoute que si l'arrêté grand-ducal se réfère certes aux avis des organes consultatifs, il n'en demeure pas moins qu'il ne se contente pas de s'y rallier mais énonce explicitement les motifs justifiant le refus litigieux, lesquels se recoupent avec ceux des avis des organes consultés, de sorte que le moyen des demandeurs tiré d'une absence de motivation suffisante

¹ Cour adm. 8 octobre 2013, n° 32619 C du rôle, disponible sous www.jurad.etat.lu.

de l'arrêté litigieux découlant du fait que lesdits avis n'y ont pas été joints, doit être écarté pour ne pas être fondé.

Le tribunal ne détecte ensuite pas non plus de violation du respect des droits de la défense ni du principe de l'égalité des armes en ce que les avis litigieux ont seulement été communiqués au cours de la présente instance, respectivement après l'introduction du recours sous analyse, étant à cet égard relevé que, si nécessaire, les demandeurs auraient eu l'occasion de prendre position par rapport à ces avis par le biais d'un mémoire en réplique, ce qu'ils ont toutefois délibérément choisi de ne pas faire.

Aussi, si les demandeurs affirment certes avoir subi une lésion de leurs droits de la défense, respectivement que le principe d'égalité des armes aurait été rompu, ils restent cependant en défaut de préciser concrètement quel élément d'information leur aurait fait défaut pour pouvoir utilement préparer et introduire leur action en justice contre l'arrêté déféré.

Le tribunal ne constate dès lors pas de violation des formes destinées à protéger les intérêts privés des demandeurs ou encore leurs droits de la défense, de sorte que ces moyens sont à rejeter.

Pour ce qui est de la légalité interne de l'acte déféré, il y a lieu de relever qu'en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 6 fructidor an II, aucun citoyen ne peut porter de nom ni de prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance. L'article 4 de la prédite loi modifiée du 11-21 germinal an XI déroge au principe de la fixité des noms et prénoms en disposant que toute personne qui aura quelque raison de changer de nom ou de prénoms en adressera la demande motivée au gouvernement. En vertu de l'article 5 de la même loi, le gouvernement se prononcera dans la forme prescrite pour les règlements d'administration publique.

Il découle des textes de loi précités que le principe de la fixité du nom patronymique est une règle d'ordre public et social. Ce n'est qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes qu'un changement de nom peut être accordé².

Par ailleurs, il échet de relever, d'une part, que suivant la règle de la fixité, sinon de la pérennité du nom patronymique, laquelle participe à l'ordre public, les raisons devant justifier le changement de nom patronymique sont appelées à s'analyser en des circonstances exceptionnelles à énoncer dès la demande adressée au gouvernement, qui doit être dûment motivée. Cette exigence d'une motivation spécifique dès la demande formulée auprès du gouvernement se justifie, d'une part, en raison des circonstances exceptionnelles pouvant seules sous-tendre valablement un changement de nom patronymique et, d'autre part, par le caractère nécessairement éclairé non seulement de l'autorité de décision à travers les avis rendus à son escient par le Conseil d'Etat, ainsi que par le Procureur d'Etat compétent ensemble avec le Procureur général d'Etat, mais encore dans le chef de ces derniers mêmes³.

D'autre part, il y a encore lieu de rappeler que, de manière générale, dans le cadre de l'analyse d'un recours en annulation, le tribunal est amené à analyser la légalité d'une

² Trib. adm. 13 novembre 1997, n° 9854 du rôle; Trib. adm. 16 janvier 2002 n° 13851 du rôle, Pas. adm. 2015, V° Noms- Prénoms- Domicile- Etat civil, n°5 et les autres références y citées.

³ Trib. adm. 12 mai 2005, n° 20084 du rôle, Pas. adm. 2015, V° Noms- Prénoms- Domicile- Etat civil, n°4 et les autres références y citées.

décision administrative en considération non seulement de la situation de droit et de fait au jour où elle a été prise, mais encore dans les circonstances spécifiques se dégageant des dispositions légales régissant les demandes en changement de nom patronymique et notamment celles de la loi modifiée du 11-21 germinal an XI, ce plus particulièrement de son article 4, de sorte que seuls les faits dûment étayés dès la demande en autorisation de changement de nom patronymique, tels que soumis successivement aux instances d'avis, puis à l'autorité de décision, sont à prendre utilement en considération pour apprécier la légalité de la décision rendue.

Or, si les demandeurs expliquent certes dans le cadre du recours sous analyse que le choix de leur fille de porter le nom patronymique de sa mère s'expliquerait avant tout par le comportement, qualifié de marginal, de son père, et plus particulièrement par les antécédents judiciaires de celui-ci, ainsi que par les répercussions du comportement passé et présent de son père sur la vie de sa fille, en y donnant pour la première fois des précisions quant au comportement prétendument affiché par le père et à la nature exacte de ses antécédents judiciaires, il n'en reste pas moins que dans leur demande introduite en date du 23 janvier 2014 auprès du ministère de la Justice, ils ont, avant tout, motivé le changement de nom par les moqueries que leur fille aurait subies, respectivement qu'elle continuerait à subir à l'école du fait qu'elle y serait régulièrement appelée « *Tomate* » ou bien « *du domm Tomate* », en référence à son nom patronymique actuel de «...», ainsi que par la relation fusionnelle que leur fille entretiendrait avec sa mère par opposition au manque de relation affective avec son père et la famille de celui-ci. S'ils ont certes fait état du sentiment de honte que leur fille ressentirait en raison du passé de son père, ce volet de la demande n'a pas été plus amplement développé ni étayé au moment de son introduction auprès du ministère de la Justice.

Force est dès lors de retenir qu'au moment de la prise de la décision litigieuse, l'autorité administrative avait comme seuls éléments d'appréciation, en ce qui concerne la motivation de la demande de la fille des demandeurs, les moqueries subies par celle-ci à l'école, son sentiment de honte par rapport au passé non autrement précisé de son père et sa relation fusionnelle avec sa mère, respectivement les liens affectifs plus importants avec la branche maternelle de sa famille.

Or, dans la mesure où, tel que relevé ci-avant, dans la présente matière, l'autorité de décision doit préalablement recueillir les avis d'autres instances, en l'occurrence ceux du Procureur d'Etat, du Procureur général d'Etat et du Conseil d'Etat, et que ces organismes ne peuvent émettre un avis éclairé que s'ils sont en possession de tous les éléments sous-tendant la demande de changement de nom leur soumise pour avis, il y a lieu de retenir qu'en l'espèce, les précisions complémentaires quant aux antécédents judiciaires de Monsieur Gérard ..., et quant à son comportement prétendument marginal affiché en société et en privé, fournies pour la première fois au cours de la procédure contentieuse, respectivement à l'audience des plaidoiries, ne sauraient être prises en considération dans le cadre du présent recours pour ne pas avoir été invoquées à la base de la demande initiale de la demanderesse. Il ne saurait en effet être reproché à l'autorité administrative de ne pas avoir tenu compte d'éléments qui ne lui ont pas été présentés en temps utile⁴.

Au vu des conclusions qui précèdent, le tribunal analysera dès lors la légalité de l'arrêté litigieux en prenant en considération les seuls éléments de faits portés à la

⁴ Trib. adm. 13 juin 2012 n° 29126 du rôle, Pas. adm. 2015, V° Recours en annulation, n°19 et les autres références y citées.

connaissance tant de l'autorité de décision que des instances d'avis, à savoir ceux ayant trait aux moqueries subies par la fille des demandeurs en référence à son nom, ainsi qu'au prétendu manque de relation affective avec son père et à sa relation émotionnelle plus intense avec sa mère et la famille de celle-ci.

Tel que relevé ci-avant, il découle de l'article 1^{er} de la loi du 6 fructidor an II et de l'article 4 de la loi modifiée du 14-21 germinal an IX précités que le principe de la fixité du nom patronymique et du prénom est une règle d'ordre public et social et que ce n'est qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes qu'un changement de nom ou de prénom peut être accordé⁵.

Il appartient à cet égard en tout état de cause aux demandeurs de fournir à l'autorité de décision les éléments nécessaires pour pouvoir apprécier s'il existe de telles circonstances exceptionnelles ou raisons importantes et plus particulièrement si le port du nom patronymique litigieux peut ou non être ressenti à juste titre comme intolérable.

Or, en ce qui concerne les moqueries subies par leur fille à l'école primaire pour y avoir été régulièrement appelée par ses camarades de classe « *Tomate* » ou « *du domm Tomate* », en référence à son nom patronymique «...», il y a lieu de relever, outre que ni ces moqueries, ni leurs répercussions sur l'état psychique de leur fille, n'ont été étayées d'une quelconque manière, notamment par le biais d'attestations testimoniales, de telles moqueries, dont l'intensité aurait, selon les déclarations des demandeurs, d'ailleurs diminué depuis son entrée au lycée, ne revêtent pas, de par leur nature, le caractère de gravité nécessaire pour s'analyser en une circonstance grave et exceptionnelle justifiant un changement de nom.

Ensuite, au vu du principe de la fixité et de la pérennité du nom patronymique, la simple invocation de liens affectifs plus intenses ressentis par rapport à l'un des parents et à la famille de celui-ci plutôt que par rapport à l'autre parent, respectivement les relations difficiles entretenues avec cet autre parent, ne sauraient pas non plus s'analyser en des circonstances exceptionnelles ou en des raisons importantes pour justifier un changement de nom, ce d'autant plus lorsque, comme en l'espèce, l'enfant vit toujours sous le même toit avec ses deux parents et que dans la demande de changement de nom, telle que soumise aux instances d'avis et à l'autorité de décision, il n'a pas été fait état de manquements graves par le père à ses devoirs parentaux ayant pu avoir pour conséquence un véritable impact psychologique et/ou physique, respectivement un traumatisme, sur la personne de leur fille. Force est à cet égard encore de relever qu'il ne ressort d'aucune pièce probante versée à l'appui de la demande de changement de nom que les problèmes psychologiques avancés par les demandeurs seraient exclusivement liés au port du nom patronymique du père.

Au vu de ce qui précède, il ne ressort dès lors pas des éléments en cause que, d'un point de vue objectif, le port du nom du père ne correspondrait plus à sa finalité sociale de rattachement à une famille, ni que du point de vue subjectif, le port de ce nom pourrait à juste titre être ressenti comme intolérable.

C'est dès lors à bon droit qu'il a été retenu dans la décision litigieuse que les motifs invoqués à la base de la demande de changement de nom patronymique ne sauraient

⁵ Trib. adm. 13 novembre 1997, n°9854 du rôle ; Trib. adm. 16 janvier 2002 n°13851 du rôle, Pas. adm. 2015, V° Noms- Prénoms-Domicile-Etat civil -Nationalité, n°5 et les autres références y citées.

s'analyser en des circonstances exceptionnelles, respectivement en des raisons importantes de nature à justifier une dérogation au principe de la pérennité du nom patronymique.

Le recours sous analyse doit dès lors être rejeté pour n'être fondé en aucun de ses moyens.

Les demandeurs sollicitent encore l'allocation d'une indemnité de procédure d'un montant de 2.500.- euros sur base de l'article 33 de la loi du 21 juin 1999, demandeur qui est toutefois à rejeter au vu de l'issue du litige.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

se déclare incompétent pour connaître du recours principal en réformation ;

déclare le recours subsidiaire en annulation recevable en la forme ;

au fond le déclare non justifié, partant en déboute ;

rejette la demande en allocation d'une indemnité de procédure de 2.500.- euros telle que formulée par les demandeurs sur base de l'article 33 de la loi du 21 juin 1999 ;

condamne les demandeurs aux frais.

Ainsi jugé par :

Annick Braun, premier juge,
Paul Nourissier, juge,
Alexandra Castegnaro, juge,

et lu à l'audience publique du 11 juillet 2016 par le premier juge, en présence du greffier en chef Arny Schmit.

s. Arny Schmit

s. Annick Braun

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 11/7/2016

Le Greffier du Tribunal administratif